



Déclaration liminaire de la section CGT Finances publiques des Services Centraux

Madame la Présidente,

La CGT remercie l'équipe du bureau CVT pour l'envoi de la documentation et son implication. Nous vous remercions également pour l'ajout des points demandés à l'ordre du jour.

La situation internationale reste très tendue, la CGT rappelle qu'elle œuvre pour une paix mondiale juste et durable.

Pour la France, le chaos s'est installé à la tête de l'Etat suite à la tenue des élections législatives issues de la dissolution voulue par le président de la République. Le point positif est qu'un front républicain a pu se constituer à l'initiative de la gauche pour éviter le pire. Cependant, malgré un résultat mettant en tête de cette consultation les forces de gauche, le président a finalement nommé en dehors de tout respect de la démocratie un premier ministre issu d'un parti de droite minoritaire à l'assemblée nationale et constituer une alliance hétéroclite faite de personnalité issue de son ancienne majorité et de l'aile la plus dure de la droite républicaine. Il semble, après les premières déclarations des un-e-s et des autres, que la politique néo-libérale de l'ancienne majorité et les idées nauséuses de l'extrême droite seront les lignes de conduite du nouveau gouvernement.

La CGT, de part son histoire notamment lors de la seconde guerre mondiale au sein de la résistance, sera toujours l'adversaire des idées véhiculées par l'extrême droite et d'autant plus si celles-ci sont reprises par le nouveau gouvernement droitier du président de la République.

Nous pouvons légitimement nous inquiéter pour l'avenir des services publics et de la fonction publique dans son ensemble. Il est évident que la ligne budgétaire suivie par le nouvel exécutif suivra la route empruntée par le gouvernement Attal. Une route faite de coupes sombres dans le budget de l'Etat sur l'ensemble des programmes budgétaires. Nous serons vigilants pour la fin de l'année 2024 car on entend ici et là qu'un nouveau coup de rabot de 16 milliards d'euros pourrait intervenir après les 10 milliards du début d'année... pour 2025 il semble que l'on s'oriente vers 25 à 30 milliards d'économies supplémentaires... Cette vigilance nous l'avons de manière plus approfondie lorsqu'il s'agit du fonctionnement de notre direction, la DGFIP.

Aujourd'hui nous sommes réunis en formation spécialisée du CSA pour des sujets relatifs à l'humain. Le 9 septembre dernier la CGT a refusé, en étant suivie par Solidaires et FO, de venir distribuer

quelques tracts entre deux portes du centre Pierre Mendès France à l'issue de la réunion d'accueil des nouveaux arrivants. Nous avons été prévenus le jeudi pour le lundi de la tenue de cette réunion par un message laconique. En 2023 nous avons été informés 2 mois avant la tenue de cette réunion à laquelle nous avons pu assister... et il y a quelques années un moment d'expression était encore de mise pour les organisations syndicales en fin de réunion. Cette situation démontre le niveau du dialogue social aujourd'hui...

Les sections du réseau de la DGFIP nous informent régulièrement de situations managériales dégradées. Les fiches de signalement se multiplient, autant de témoignages sur des pratiques relevant de ce que l'on appelle en terme « politiquement correct » du micro-management mais que l'on pourrait plutôt nommer du management toxique. La DGFIP serait-elle en train de se « France-Telecomiser » ? C'est ce que l'on pourrait penser au regard des situations que l'on rencontre également dans les services centraux. Depuis plusieurs mois nous sommes régulièrement sollicités par des agents nous exprimant leur mal-être face à du management de plus en plus agressif, visant à pressuriser les un-e-s ou dégouter les autres. Les burn-out dans le silence et l'indifférence existent... Il suffit d'observer ce qui se passe à la DTNUM comme les organisations syndicales l'ont dénoncé en rédigeant une fiche de signalement commune ainsi que lors du CSA SCR du 11 juillet dernier. Nous reviendrons en séance sur la réponse extrêmement formatée qui ne répond aucunement à la problématique posée. La poussière semble vouloir être une nouvelle fois mise sous le tapis, une bonne vieille habitude administrative. La réalité c'est que nous sommes face à un système managérial toxique généralisé au sein de la DTNUM. Jusqu'où faudra-t-il aller ??? La CGT exige des mesures immédiates et concrètes pour faire cesser cet état de fait.

Au cours de ce CSA nous évoquerons le déménagement vers le nouveau centre administratif de Nantes. Dans ce bâtiment le Flex-Office a été imposé avec un taux de 0,7... La CGT rappelle son hostilité à la mise en œuvre du Flex-Office, ce que nous développerons en séance.

Enfin, c'est avec un grand étonnement que nous apprenons la signature du bail concernant le bâtiment le Xylo à Val de Fontenay. En effet on nous avait indiqué lors de précédents CSA soit que personne avait entendu parler de ce bail éventuel soit qu'il n'y avait plus de crédits budgétaires pour réaliser ce genre d'opération. Manifestement de l'argent vient de tomber du ciel... et curieusement il semble que les personnels devant intégrer ce bâtiment seraient issus de... la DTNUM.

La CGT interviendra sur les autres points à l'ordre du jour.

Les représentants en CSA de la CGT Finances publiques